

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	53	22

N° de la séance : 32

Objet de la délibération : Direction Réseau
Envibus - Formation de certains
personnels - Conventions de coopération
entre le SDIS et la CASA

☒ Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.137

Date de la convocation :
Le 20/09/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **10 OCT. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **10 OCT. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 26 septembre 2016

L'an deux mil seize et le 26 septembre à 17h15, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de septembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Nathalie DEPETRIS, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Marguerite BLAZY à Nathalie DEPETRIS, Roger CRESP à Gilbert TAULANE, Michel MAZUET à Guilaine DEBRAS, André-Luc SEITHER à Jacques GENTE, Colette ZALMA à Jean Pierre MAURIN, Afrim KACA à Jean LEONETTI, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Abderrazak SALOUH à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Alain ARZIARI, Gilbert HUGUES, Joseph VALETTE, Patrick DULBECCO, Angèle MURATORI, Albert CALAMUSO, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Elisabeth PILLARD, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite au mieux préserver la sécurité de ses personnels, mais aussi des interlocuteurs et des usagers des différents services publics de proximité, comme le service public de transport de personnes et d'enlèvement des ordures ménagères.

A ce titre, et en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes Maritimes, elle va mener différentes actions de sécurité auprès, d'une part, de son personnel et, d'autre part, auprès des personnels accompagnateurs dans les transports scolaires du Réseau Envibus.

Pour ce faire, il convient d'adopter deux conventions distinctes, consenties à titre gracieux, relatives à :

- la sensibilisation des personnels accompagnateurs dans les transports scolaires aux comportements et gestes de premiers secours dans les transports scolaires,
- la sensibilisation des personnels de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis aux gestes de premiers secours, dans le cadre de la démarche « Information Préventive aux Comportements qui Sauvent » (ICPS).

En conséquence, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les conventions de partenariat avec le SDIS 06, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les conventions de partenariat avec le SDIS 06, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 26 septembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



**CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS
RELATIVE À LA SENSIBILISATION DE CERTAINS
PERSONNELS A L'INFORMATION PRÉVENTIVE
AUX COMPORTEMENTS QUI SAUVENT (IPCS)**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, habilité à cet effet par une délibération du Conseil Communautaire en date du

Et ci-après dénommée : la C.A.S.A,

D'une part,

ET :

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes Maritimes**, sis 140 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny, BP99, 06271 Villeneuve Loubet Cedex, représenté par Monsieur Eric CIOTTI, président du conseil d'administration,

Et ci-après dénommé : le S.D.I.S. 06,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite au mieux préserver la sécurité de ses personnels, mais aussi des interlocuteurs et des usagers des différents services publics de proximité, comme le service public de transport et d'enlèvement des ordures ménagères.

A ce titre, et en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes Maritimes, elle va mener différentes actions de sécurité auprès de certains personnels de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis qui seront sensibilisés aux risques de Sécurité Civile, dans le cadre de la démarche Information Préventive aux Comportements qui Sauvent (ICPS).

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les personnels de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seront sensibilisés à l'« Information Préventive aux Comportements qui Sauvent » ainsi que les modalités de cette sensibilisation.

ARTICLE 2 - CONTENU

L'« Information Préventive aux Comportements qui Sauvent » (I.P.C.S) a pour vocation de développer une culture citoyenne de sécurité civile individuelle et collective. Elle intègre l'analyse des risques, l'identification des dangers, la planification et améliore notablement les comportements de sauvegarde.

Les agents du Groupement Fonctionnel Citoyenneté du S.D.I.S o6 animeront l'atelier de sensibilisation aux risques de sécurité civile.

ARTICLE 3 - SESSION

L'action de sensibilisation se déroulera par session de cinq (5) heures, pour un groupe de huit (8) à seize (16) personnes maximum, dans la limite de 50 agents.

Les dates de session seront arrêtées d'un commun accord entre les Parties à la présente. Si le S.D.I.S o6 se voit contraint d'annuler une session de sensibilisation, il s'engage à en aviser immédiatement la C.A.S.A. Une nouvelle session sera alors programmée.

ARTICLE 4 – MOYENS

Afin de réaliser au mieux cette action de sensibilisation, le SDIS o6 met à disposition le personnel nécessaire, par session.

La C.A.S.A fournit les moyens logistiques nécessaires, à savoir un extincteur à eau pulvérisée, une salle de cours avec un grand tableau blanc et des feutres de couleur, plusieurs bureaux ou petites salles contiguës pour l'enfumage et divers exercices ainsi que du matériel de prise de notes pour chaque session.

La C.A.S.A devra prévoir de désactiver les détecteurs de fumée présents sur les lieux de l'action de sensibilisation.

ARTICLE 5 – LIEU

L'action de sensibilisation se déroulera dans un des locaux de la C.A.S.A, dont l'adresse sera communiquée au S.D.I.S avant chaque début d'intervention.

ARTICLE 6 – MODALITÉS FINANCIERES

La présente convention est consentie à titre gracieux.

Toutefois, si le nombre maximal d'agent par an est supérieur au nombre fixé à l'article 3, des frais seront mis à la charge de la C.A.S.A. et à ce titre, il sera procédé à la rédaction d'un avenant.

Par ailleurs, la C.A.S.A prendra à sa charge les frais de repas des formateurs mis à disposition.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ

La CASA est réputée couverte par une assurance dommages aux biens ainsi qu'en responsabilité civile pour les activités exercées dans ses locaux.

Le SDIS est réputé couvert par une assurance en responsabilité civile pour son activité de sensibilisation.

Les participants à ces actions de formation sont réputés couverts pour les accidents dont ils pourraient être victimes et pour les dommages qu'ils pourraient causer.

ARTICLE 8 – DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa signature et est établie pour une durée d'un (1) an, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une des deux parties par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un délai de préavis de 15 jours.

Toute résiliation, quel qu'en soit le motif, ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les cosignataires conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliation.

A défaut de conciliation, les litiges sont soumis au Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux exemplaires, à Sophia Antipolis, le

Pour la C.A.S.A

Pour le SDIS 06

Jean LEONETTI



**CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DES ALPES-MARITIMES
ET
LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS
RELATIVE À LA SENSIBILISATION DE CERTAINS
PERSONNELS AU MODULE TRANSPORT SCOLAIRE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, habilité à cet effet par une délibération du Conseil Communautaire en date du

Et ci-après dénommée : la C.A.S.A,

D'une part,

ET :

Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes Maritimes**, sis 140 avenue Maréchal de Lattre de Tassigny, BP99, 06271 Villeneuve Loubet Cedex, représenté par Monsieur Eric CIOTTI, président du conseil d'administration,

Et ci-après dénommé : le S.D.I.S. 06,

D'autre part,

PRÉAMBULE

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis souhaite au mieux préserver la sécurité de ses personnels, mais aussi des interlocuteurs et des usagers des différents services publics de proximité, comme le service public de transport et d'enlèvement des ordures ménagères.

A ce titre, et en collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Alpes Maritimes, elle va mener différentes actions de sécurité auprès de certains personnels de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, accompagnateurs dans les transports scolaires du Réseau Envibus.

Les personnels accompagnateurs dans les transports scolaires seront sensibilisés aux comportements et gestes de premiers secours dans les transports scolaires.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le personnel accompagnateur dans les transports scolaires du Réseau de transports publics Envibus sera sensibilisé aux comportements et gestes de premiers secours dans les transports scolaires ainsi que les modalités de cette sensibilisation.

ARTICLE 2 - CONTENU

La sensibilisation aux risques liés au transport scolaire a pour vocation d'apprendre les comportements et gestes qui sauvent en cas d'accident en cas d'accident de la circulation. Elle intègre la connaissance des moyens de secours à bord du car et la méthode d'évacuation rapide et ordonnée du véhicule.

Cet atelier sera animé par les agents du Groupement Fonctionnel Citoyenneté du SDIS 06.

ARTICLE 3 - SESSION

L'action de sensibilisation se déroulera en plusieurs sessions d'une heure trente (1h30), uniquement le matin, pour un groupe de 20 à 30 personnes maximum.

Les dates de session seront arrêtées d'un commun accord entre la C.A.S.A et le SDIS 06.

En cas d'annulation d'une des sessions programmées, le SDIS 06 s'engage à en aviser immédiatement la C.A.S.A. Une nouvelle session sera alors reprogrammée.

ARTICLE 4 – MOYENS

Afin de réaliser au mieux cette action de sensibilisation, le SDIS 06 met à disposition le personnel nécessaire, par session.

La C.A.S.A fournit les moyens logistiques nécessaires, à savoir un car de 30 places, une salle de cours avec un écran et un ordinateur.

ARTICLE 5 – LIEU

L'action de sensibilisation se déroulera dans les locaux de la C.A.S.A, au Centre Technique Envibus, 1737 chemin de Saint-Bernard, 06220 VALLAURIS.

ARTICLE 6 – MODALITÉS FINANCIERES

La présente convention est consentie à titre gracieux.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITÉ

La CASA est réputée couverte par une assurance dommages aux biens ainsi qu'en responsabilité civile pour les activités exercées dans ses locaux.

Le SDIS est réputé couvert par une assurance en responsabilité civile pour son activité de sensibilisation.

Les participants à ces actions de formation sont réputés couverts pour les accidents dont ils pourraient être victimes et pour les dommages qu'ils pourraient causer.

ARTICLE 8 – DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa signature et est établie pour une durée d'un (1) an, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'une des deux parties par lettre recommandée avec accusé réception, en respectant un délai de préavis de 15 jours.

Toute résiliation, quel qu'en soit le motif, ne pourra donner lieu au versement d'une quelconque indemnité par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 10– LITIGES

Les cosignataires conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliation.

A défaut de conciliation, les litiges sont soumis au Tribunal Administratif de Nice.

Fait en deux exemplaires, à Sophia Antipolis, le

Pour la C.A.S.A

Pour le SDIS 06

Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 26/09/2016
Numéro : CC_2016_137
Nature : DE - Deliberations
Objet : Formation de certains personnels - Conventions de coopération entre le SDIS et la CASA
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : db0P6H5

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/10/2016
Identifiant : 006-240600585-20160926-CC_2016_137-DE

Acte reçu

Date : 26/09/2016
Numéro interne : CC_2016_137
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Formation de certains personnels - Conventions de coopération entre le SDIS et la CASA
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160926-CC_2016_137-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160926-CC_2016_137-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20160926-CC_2016_137-DE-1-1_3.PDF